

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61451

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

DOMINIQUE TRIMBUR

»AUX YEUX DES ALLEMANDS LA DÉMOCRATIE EST INCARNÉE  
PAR LES NOMS DE HEUSS ET ADENAUER«\*

La parution de *Adenauer – Heuss. Unter vier Augen – Gespräche aus den Gründerjahren 1949–1959* est la réalisation d'une promesse: celle qui avait été faite par Hans Peter Mensing lors de la parution dans la *Rhöndorfer Ausgabe*, en 1988, du volume de correspondance entre le premier Président et le premier Chancelier de la RFA<sup>1</sup>. En effet, annoncée alors comme complément indispensable d'un ouvrage déjà volumineux (273 lettres) et varié (courrier formel, billets privés ...), la publication des entretiens ne déçoit pas grâce à la densité, à la régularité et à la diversité de son contenu. Dans cette mesure le présent volume constitue bien la deuxième partie de mémoires à deux voix.

Cette nouvelle publication va cependant au-delà de la correspondance, puisque les entretiens couvrent des domaines plus vastes que celle-ci, et qu'ils sont présentés pour la première fois de manière précise, mettant fin à des suppositions qui avaient eu la vie longue. De plus, le parti pris d'exhaustivité de l'éditeur (des coupures n'ont été effectuées qu'à six reprises, sur 74 entretiens) permet de disposer du recueil complet de ces comptes-rendus.

La période concernée est fondatrice de la République fédérale. Alors que la correspondance comportait des lettres antérieures à la fondation de l'État et postérieures au départ de Heuss de la *Villa Hammerschmidt*, on est ici en présence d'entretiens entre deux personnalités revêtant des fonctions officielles: du 28 novembre 1949 au 7 juillet 1959, Theodor Heuss est Président de la RFA, Konrad Adenauer Chancelier fédéral, ministre des Affaires étrangères, jusqu'à ce que Heinrich von Brentano le remplace à ce poste à partir de juin 1955 (ce qui ne l'empêche pas, ô combien, de rester très attentif à ces problèmes, contexte international et défaillances personnelles de Brentano obligeant). Nombreux, ces entretiens portent sur une période exceptionnellement étendue grâce à la longévité et à l'attachement au pouvoir des deux hommes (comme l'admet Adenauer le 6 mars 1959, au moment où Heuss prend la décision de ne pas se représenter: »Aux yeux des Allemands la démocratie est incarnée par les noms de Heuss et Adenauer. J'aurais beaucoup voulu que cette situation durât encore au minimum deux ans«.) Et si au départ la lecture peut en sembler difficile, puisqu'il s'agit d'instruments de travail destinés d'abord à leurs auteurs, désormais outil fondamental pour les historiens, le lecteur curieux se prend rapidement au jeu: la vivacité des échanges, la poursuite des discussions au fil des années, la diversité des sujets abordés suscitent son intérêt, et la présence d'un appareil de notes volumineux permet de compléter fort utilement les indications parfois elliptiques du texte lui-même. D'autant plus que par rapport à la correspondance le ton est ici plus intimiste, mais aussi plus franc: s'agissant de conversations en tête à tête entre deux voisins, de notes prises par leurs plus proches collaborateurs, voire par eux-mêmes, on a là le reflet presque parfait de la tonalité de ces entretiens.

\* Hans Peter MENSING (Bearb.), *Adenauer–Heuss. Unter vier Augen – Gespräche aus den Gründerjahren 1949–1959*, Berlin (Siedler) 1997, 576 p. (*Rhöndorfer Ausgabe*, 12).

1 Hans Peter MENSING (Bearb.), *Unserem Vaterland zugute – Der Briefwechsel 1948–1953*, Berlin 1988 (*Rhöndorfer Ausgabe*, 8).

A priori il peut sembler étonnant que des échanges professionnels entre Heuss et Adenauer prennent une telle ampleur, car, on le sait, la Loi fondamentale fait de la présidence une fonction éminemment honorifique. Mais la portée morale de ce poste (ce que certains successeurs de Heuss ont su démontrer de façon peut-être encore plus claire), et surtout le fort intérêt du premier Président de la RFA à contribuer activement à la reconstruction de son pays expliquent l'épaisseur de ce douzième volume de la *Rhöndorfer Ausgabe*. De fait, Heuss pousse Adenauer à appliquer à la lettre l'ordonnancement constitutionnel qui l'oblige à le tenir au courant de sa politique. Cette collaboration «pour le bien de notre patrie» est facilitée par la bonne entente entre les deux hommes, même si certains sujets les divisent (on pense ici à leur divergence sur l'hymne national – 21.8. et 27.9.1951, 28.4.1952, et à la polémique suscitée par la candidature, puis le renoncement, d'Adenauer à la présidence, en 1959); et si le Chancelier oublie par moment d'informer précisément le Président des décisions qu'il compte prendre ou a prises, Heuss n'hésite pas à le lui signaler (par exemple lorsque le 18 mars 1955 il exprime son étonnement face à la nomination de Heinz Trützschler von Falkenstein à la Direction des affaires culturelles de l'*Auswärtiges Amt*, poste d'importance dans une République fédérale où l'action culturelle internationale revêt une portée fondamentale). Ces entretiens offrent donc la possibilité d'observer attentivement la naissance d'une politique et de percevoir l'évolution de la situation intérieure et extérieure de la RFA tout au long des années 1950; avec les vérités affirmées «entre quatre yeux» (où l'on voit par exemple Adenauer tout tenter pour faire obstacle à celui qui apparaît dès la fin des années 1950 comme son successeur potentiel, Ludwig Erhard – 4.2.1959) et le lot d'anecdotes que suscitent des discussions parfois très quotidiennes (qu'il s'agisse du service en porcelaine à offrir pour son départ au Haut-commissaire américain, John McCloy – 23.6.1952 – ou de la loquacité du ministre de la Défense, Franz Josef Strauss, lorsqu'il a trop honoré les cocktails – 18.10.1957).

Dans ce volume, situation internationale et rétablissement de la souveraineté de la RFA obligent, la politique extérieure domine. Les discussions constituent ainsi le fidèle reflet des principales préoccupations de ce temps: question nationale, division et réunification de l'Allemagne (lorsque sont abordés, le 24 mars 1952, la note soviétique proposant la réunification avec neutralisation, ou, dans les deux dernières années de la présidence de Heuss, la situation de Berlin); rétablissement de la souveraineté de l'Allemagne grâce aux accords signés avec les puissances alliées, avec en parallèle la difficile question du réarmement; construction européenne et accroissement du poids de l'Allemagne fédérale (où l'on voit Adenauer devenir peu à peu un partenaire privilégié des Occidentaux; mais aussi de l'URSS, ce que l'on retrouve dans le long compte-rendu qu'il établit à son retour de Moscou, le 16 septembre 1955); évolution des relations avec les principaux partenaires de la RFA, qu'il s'agisse des relations interétatiques (par exemple à l'occasion des règlements multilatéraux, à l'instar de la conférence de Londres sur les dettes allemandes d'avant guerre, ou bilatéraux, lorsqu'Adenauer revient de Moscou avec des relations diplomatiques, ce dont il doutait encore peu de temps auparavant), ou des relations personnelles avec leurs dirigeants: on a alors des descriptions savoureuses des multiples interlocuteurs des deux hommes, en particulier de de Gaulle, inconnu et redouté au départ – 8.7.1958 – puis apprécié après la première rencontre de Colombey les Deux Églises – 16.9.1958. Mais la situation internationale comporte par ailleurs des aspects plus négatifs, et les pages relatives aux grandes crises suggèrent directement la tension qui a pu régner à cette époque: l'affaire de Suez – 9.10. et 12.11.1956, les craintes d'Adenauer et de Heuss face au lâchage américain de la fin des années 1950, auquel s'ajoute la menace stratégique soviétique – 13.12.1957, offrent autant de témoignages directs qui ne sont pas sans impressionner le lecteur d'aujourd'hui.

L'évolution intérieure de la RFA n'est pas délaissée dans ces entretiens, et c'est elle qui permet d'atteindre le degré de franchise que Hans Peter Mensing souligne dans son introduction. Car si la partie internationale n'apporte somme toute pas beaucoup de nouveautés

quant à l'explication de l'attitude ouest-allemande au cours des années 1950, l'aspect intérieur des discussions révèle le processus de réflexion et de décision dans une Allemagne qui se rétablit. L'importance de la nouveauté, puisqu'il s'agit de (re)construire une démocratie sur le sol allemand, face à un régime est-allemand qui confirme progressivement son aspect dictatorial et menaçant (comme cela apparaît lors de la découverte des activités d'espionnage d'Otto John – 17.9.1954), et les hoquets du passé caractérisent cette évolution.

L'élaboration de la RFA se révèle alors sous ses multiples facettes: construction économique, question abordée régulièrement entre un Président libéral et un Chancelier soucieux de mettre en place l'économie sociale de marché, instauration d'un nouvel ordre social et difficultés économiques et budgétaires; mise en place d'une législation nouvelle (notamment en vue de la création d'une armée qui ne doit pas être une *Wehrmacht* mais bien une *Bundeswehr* adaptée au contexte, et dont il s'agit par moment de défendre l'honneur – 23.1.1956).

Cette construction d'un nouvel État ne va pas sans de multiples problèmes: jusqu'en 1957, la RFA dispose d'un gouvernement de coalition, avec un parti libéral (dont Heuss est lui-même membre) qui joue les trouble-fêtes sous la houlette de Thomas Dehler, ministre de la Justice d'Adenauer, aux déclarations intempestives et complexes à gérer; d'où des difficultés régulières dans les débats entre le Président et son Chancelier. Et le passé se manifeste fréquemment. Il est omniprésent au travers de la force politique que symbolisent les réfugiés de l'Est, dont le parti, le BHE<sup>2</sup>, est représenté au gouvernement, un groupe politique avec lequel il faut compter lorsque des ouvertures vers la Pologne sont entreprises à partir de la deuxième moitié des années 1950, et dont il faut constamment se soucier: le 18.9.1957, Adenauer s'efforce ainsi de maintenir un ministère voué à leurs problèmes, pour compenser l'absence de représentation parlementaire du BHE depuis les dernières élections législatives. Ce passé est également au centre des réflexions lorsqu'il s'agit de garantir l'ordre démocratique de la RFA: ceci apparaît les 3.3. et 17.3.1953 avec l'affaire Naumann (lorsque les autorités britanniques d'occupation emprisonnent un groupe d'anciens nazis qui avaient infiltré la fédération de Rhénanie du Nord-Westphalie du FDP, le parti du Président) ou le 24.10.1952 au travers de l'interdiction du Parti Socialiste du Reich, le SRP, dont le fonds de commerce reprend des thèmes proches du national-socialisme.

La construction du nouvel État passe aussi par des problèmes de personnes, dont l'importance est illustrée ici par la question des nominations. Si les discussions sur les postes ministériels font partie de la collaboration habituelle entre Heuss et Adenauer, la récurrence des questions personnelles dans d'autres domaines est plus surprenante. Figurent ici les nominations à la tête des différents offices fédéraux (Cour constitutionnelle ...), mais surtout celles des hauts-fonctionnaires des Affaires étrangères, appelés à seconder Adenauer puis Brentano dans leur tâche; des personnes qui prennent d'autant plus d'importance en fonction de la situation internationale et des défaillances du successeur d'Adenauer à la *Koblenzerstrasse* (ce qui poussera Adenauer et Heuss à nommer un deuxième Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, nouveau sujet de débat entre les deux hommes – 13.12.1957, 9.1., 11.3. et 8.7.1958). La désignation des représentants de la RFA à l'étranger est également significative de cette préoccupation, et cette question participe alors directement des audaces, certitudes et doutes de cette période: on peut noter ici les discussions relatives aux ambassadeurs à envoyer à Paris, Londres, Washington ou, de manière symbolique, au Vatican. Dans ce dernier cas est soulignée l'importance religieuse de l'affaire, une importance qui prend des dimensions quasiment incompréhensibles pour le lecteur français, et qui obligera les deux hommes à revenir régulièrement sur la question au cours des années 1951, 1952 et 1953 (avec la volonté de nommer un catholique auprès du Pape, donc un protestant auprès du Quirinal, ou vice versa, au point que Heuss repète le 6 février 1953: «... envoyez-y enfin un

2 Block der Heimatvertriebenen und Entrechteten.

ambassadeur, peu importe sa confession, il peut aussi être juif.». La question religieuse vaut d'ailleurs même pour le poste de président du Bundestag (7.1.1955).

Le problème des relations de la RFA avec les Juifs et Israël apparaît à la croisée des multiples préoccupations et domaines d'intérêt de Theodor Heuss et de Konrad Adenauer. Résurgence du passé, réalisation du présent, préparation du futur, préoccupation interne mais aussi question de relations internationales, ce sujet mobilise les énergies des deux hommes. On savait déjà leur intérêt pour le rétablissement de bonnes relations avec la communauté juive mondiale et l'établissement de rapports corrects avec l'État hébreu<sup>3</sup>. Ceci émane également des quelques entretiens qui abordent ces sujets délicats, avec ici plus que jamais la possibilité de constater les considérations morales et réalistes qui imprègnent les deux personnes. On peut à ce propos regretter que H. P. Mensing, dans son introduction, sacrifie à un éloge sans nuances à l'égard de Heuss et Adenauer. Si le problème semble symbolique de l'époque pour tous les aspects qui viennent d'être évoqués, il ne faut toutefois pas exagérer l'importance qu'il prend aux yeux du Président et du Chancelier: si l'on s'en tient à une statistique, ces sujets ne sont en effet abordés que relativement rarement sur toute la période. Et les réflexions des deux hommes permettent de remarquer que leurs préoccupations en ces domaines ne sont pas uniquement morales; elles sont aussi fortement teintées d'un réalisme adapté à l'urgence du temps: la réparation des crimes commis par les nazis ne doit pas faire oublier que la RFA s'inscrit désormais dans une conjoncture difficile qui l'oblige à des prises de position très pragmatiques.

Pour l'aspect moral de l'action de Heuss et d'Adenauer, on peut souligner quelques faits marquants. Dans les documents disponibles ici, le Président confirme son intérêt pour la communauté juive d'Allemagne et son souci d'entretenir sa mémoire ou d'encourager ses activités renaissantes (souhait d'introduire le journaliste juif Alfred Joachim Fischer auprès d'Adenauer – évoqué dans une lettre du 1<sup>er</sup> août 1949, redécouverte récemment et publiée en addendum; reconstruction de la synagogue de Worms – 17.1.1952; déclaration lors de la «Semaine de la Fraternité» – 3.3.1952 ...); Heuss soigne par ailleurs ses relations avec Nahum Goldmann, président du Congrès Juif Mondial et co-responsable de la délégation juive pour les négociations sur les réparations allemandes – 28.4.1952; et il propose encore d'attribuer l'Ordre du Mérite à Victor Gollancz, éditeur et écrivain juif installé à Londres, initiateur du dialogue judéo-allemand d'après-guerre – 3.3.1953.

En parallèle Adenauer s'efforce de limiter tout de qui pourrait passer pour des négligences à l'égard du passé de l'Allemagne et nuire à l'image de Bonn: on a déjà évoqué l'interdiction du SRP, on peut également mentionner son refus d'une remise de décorations à des personnes marquées politiquement à l'extrême droite – 17.12.1952 – ou son soutien à un Secrétaire d'État ayant attaqué Joachim G. A. Hertslet, l'intermédiaire à Bonn des pays arabes, opposés à toute réparation à Israël – 12.5.1954. Et les documents que contient ce volume soulignent l'investissement personnel d'Adenauer en faveur des réparations à verser aux Juifs et à Israël. De ce point de vue il est intéressant de se pencher sur la déclaration du Chancelier devant le Bundestag, le 27 septembre 1951, dans laquelle il annonce sa disposition à négocier avec les Juifs et l'État hébreu, sur la base de leurs revendications. Jusqu'alors il était admis qu'Adenauer, en agissant de la sorte, avait surtout obéi à la pression internationale et intérieure, symbolisée par l'appel de l'*Aktion Friede mit Israel* publié dans la presse ouest-allemande les 31 août et 1<sup>er</sup> septembre 1951. A présent il est possible de constater plus clairement que le Chancelier était déjà prêt à s'exprimer sur le sujet huit jours avant l'appel en question, assuré d'un accueil favorable à sa proposition de la part des Israéliens et des

3 Ceci transparait pour Adenauer dans les autres volumes de la Rhöndorfer Ausgabe, Teegespräche et correspondance; pour Heuss on se référera utilement à H. LAMM (Hg.), Theodor Heuss. An und über Juden – Aus Schriften und Reden (1906–1963), Düsseldorf, Vienne, 1964.

Juifs, ce qui n'avait pas été le cas jusqu'à présent – 21 et 24 août<sup>4</sup>. Il faut ainsi en conclure que l'appel d'Erich Lüth et de Rudolf Küstermeier ne constitue qu'un déclencheur, un encouragement à exposer un plan déjà prêt auparavant; Adenauer paraît donc pleinement souverain lorsqu'il prend la décision de négocier.

Dans le même ordre d'idées, le présent volume offre des détails sur l'évolution des relations germano-israéliennes au cours des années 1950. Indirectement cela passe par le mécontentement progressif d'Adenauer à l'égard des USA, notamment à l'encontre des erreurs que Washington commet au Moyen-Orient à partir de 1955. Bonn rejette alors la condamnation systématique du régime de Nasser par les Américains, dont la suite logique est le refus de Washington d'une assistance financière pour la construction du barrage d'Assouan, la nationalisation du canal de Suez et *in fine* l'intervention anglo-franco-israélienne contre l'Égypte. Dans le cadre du refus de la politique des États-Unis, au plus fort de la crise Adenauer reste fidèle à son engagement et poursuit les livraisons de marchandises à Israël en application de l'accord de réparations, malgré les demandes américaines de les stopper pour punir Tel Aviv. Mais il n'en reste pas moins difficile de délimiter avec précision les motifs profonds d'Adenauer: faire preuve de constance dans le règlement d'une dette d'honneur, quelque soit la situation internationale? montrer à Washington que la souveraineté obtenue un an auparavant n'est pas qu'un vain artifice? ou faire passer plus rapidement le refus ouest-allemand d'un rapprochement germano-israélien datant du printemps 1956?

Cette action en faveur de l'État juif ne doit pas faire oublier d'autres éléments qui apparaissent au fil de la lecture de ce volume et qui n'ont plus rien à voir avec son aspect moral. Très rapidement en effet, les préoccupations d'Adenauer, comme de Heuss, en la matière, sont dominées par le réalisme. L'accord de réparations, qui permet à Israël d'obtenir sur douze ans pour 3 milliards de DM de marchandises, ne peut que difficilement s'harmoniser avec le contexte international des années 1950, lorsque la guerre froide impose sa loi. C'est bien dans ce cadre que se situe la volonté d'Adenauer de rétablir et de préserver de bonnes relations avec les pays arabes. Ceux-ci, fortement opposés au traité de réparations, manifestent bruyamment leur opinion, et ils sont entendus à Bonn. En conséquence le Chancelier se soucie immédiatement d'effacer la mauvaise impression laissée par l'entente germano-israélienne. Dans les entretiens, ceci apparaît en particulier lors de la discussion du 15 juin 1953 relative à l'attribution d'une médaille au responsable de la délégation ouest-allemande lors des négociations sur l'accord, Franz Böhm. Abordée peu de mois après la ratification, difficilement obtenue, du texte, cette question est caractéristique d'une sorte de double-jeu de la part du Chancelier. Car un an auparavant, Adenauer a imposé ses vues et appuyé Böhm pour que les négociations avec les Israéliens et la conférence de Londres sur la dette allemande d'avant-guerre ne soient pas mêlées; en clair pour que les Israéliens obtiennent ce qu'ils avaient demandé, à l'encontre des minimalistes du gouvernement, soucieux de limiter les frais. Un geste qui avait permis à Adenauer d'être applaudi par la communauté internationale. A présent le Chancelier est beaucoup plus circonspect sur les mérites de Böhm dans l'affaire: il ne se démarque en effet pas nettement des critiques qui reprochent à l'ex-négociateur d'avoir trop accordé aux Israéliens, donc de ne pas avoir été suffisamment ferme dans une discussion où les sommes en jeu étaient considérables. De plus Adenauer considère qu'une médaille est d'autant moins à l'ordre du jour qu'elle risque de raviver les rancunes arabes; or celles-ci viennent juste d'être apaisées à grand-peine, puisqu'il a fallu envoyer une délégation économique ouest-allemande au Caire pour promettre des contreparties aux largesses accordées à l'État hébreu. En conséquence le Chancelier refuse d'accorder toute décoration à Böhm, une

4 Tom SEGEV, *Le Septième Million – Les Israéliens et le génocide*, Paris 1993, avait déjà signalé les consultations menées entre Israéliens, Juifs et Allemands avant la déclaration. Les documents présents dans *Unter vier Augen* présentent ainsi le point de vue ouest-allemand.

décision directement imposée par la situation internationale: le réalisme impose un souci d'œcuménisme, dans cette région sensible qu'est le Moyen-Orient il s'agit d'éviter tout activisme pro-israélien, ce qui serait le cas d'une récompense attribuée à un homme qui multiplie par ailleurs des prises de position favorables à un rapprochement avec Jérusalem<sup>5</sup>. Par ailleurs, la suspicion d'Adenauer à l'égard de Böhm se maintient par la suite, comme le prouvent en 1959 ses remarques sur sa candidature à la présidence de la RFA, malgré les qualificatifs flatteurs de Heuss lui-même pour cet éventuel successeur – 4.2. et 6.3.1959.

On le voit, les préoccupations réalistes d'Adenauer et de Heuss prennent peu à peu le pas sur leurs considérations morales, dans la lignée de cette première décision. Cette place plus grande accordée au pragmatisme correspond à l'aggravation globale de la situation internationale: la guerre froide s'étend progressivement au Moyen-Orient. De plus, tenu au courant par les diplomates et hauts-fonctionnaires de l'*Auswärtiges Amt*, Adenauer entend son gendre, de retour de cette région, lui expliquer la fâcheuse posture de l'Allemagne fédérale à cet endroit – 19.3.1956. L'accumulation des nuages raidit l'attitude du Chancelier et le fait pencher de plus en plus pour les pays arabes. Si le refus d'une formalisation des relations germano-israéliennes, le 14 mai 1956, n'est pas évoqué, le climat qui le sous-tend peut en revanche être exactement reconstitué à partir des éléments disponibles ici: inquiétude face à toute offensive préventive de la part des Israéliens contre les Arabes – 8.5.1956, regrets quant aux maladresses diplomatiques américaines au Moyen-Orient – 12.11.1956, avec compréhension de l'action militaire franco-anglaise, et préoccupation face au retrait américain de la scène internationale après Suez – 22.7.1957. La faveur officielle de la RFA va désormais aux États arabes, un souci qu'Adenauer souligne lorsqu'il rapporte la visite au *Palais Schaumburg* de l'ambassadeur de la République Arabe Unie – 8.7.1958; et le dirigeant ouest-allemand paraît engagé relativement loin dans cette option puisqu'il affirme alors ne pas s'inquiéter de la réaction éventuelle d'Israël à cette réorientation politique.

Comme l'illustrent les quelques points évoqués, les relations avec la communauté juive et Israël sont caractéristiques de l'évolution globale du climat et des attitudes ouest-allemands tout au long des années 1950. D'un souci moral de réparer, d'une timidité relative en matière de relations internationales, on passe progressivement, et certes assez rapidement, à une pose beaucoup plus affirmée: le réalisme l'emporte grâce au rétablissement d'une souveraineté qui accorde désormais une marge de manœuvre beaucoup plus grande aux dirigeants de Bonn. Si, en 1952, Israël avait pu bénéficier des largesses ouest-allemandes, contre vents et marées arabes, l'État hébreu passe progressivement, au moins en apparence, au second plan des préoccupations d'Adenauer et de Heuss lorsqu'il s'agit pour eux d'agir «pour le bien de notre patrie».

Au total, que l'on soit historien de cette période ou un lecteur curieux de sources historiques, ce douzième volume de la *Rhöndorfer Ausgabe* représente un apport fondamental. Car il permet de découvrir ou d'approfondir notre connaissance d'une période clé de l'édification de la RFA, tout en présentant les relations de travail, et plus, entre les deux principaux dirigeants allemands de cette époque; une collaboration marquée de bienveillance, voire de sympathie et de connivence, mais aussi d'échanges vifs sur certains problèmes fondamentaux. Et dans la lignée de cet ouvrage on peut supposer que cette atmosphère perdue aujourd'hui à la tête d'une République fédérale encore symbolisée par la *Villa Hammer-schmidt* et le *Palais Schaumburg*<sup>6</sup>.

5 Böhm n'obtiendra sa médaille qu'en 1961, pour services rendus à la RFA ... lors des pourparlers avec les Israéliens. Le même jour est analysé le cas de Hermann-Josef Abs, négociateur ouest-allemand à Londres pour la conférence sur la dette allemande, qui, lui, recevra une décoration dès le 5 septembre 1953 pour les résultats favorables obtenus là.

6 L'édification de cette collection fondamentale de sources sur les premières années de la RFA se poursuit: est prévue à l'été 1998 la publication du cinquième volume de la correspondance d'Adenauer couvrant la période 1955-1957.